

LIBERTÉ DE LA PRESSE ET DROITS DES TRAVAILLEURS

La LADDH ouvre le débat

La double célébration de la Journée internationale des travailleurs et de la Journée mondiale de la liberté de la presse, qui interviennent chaque année le 1^{er} et le 3 mai, étaient hier au centre d'un débat organisé par la LADDH et intitulé «forum des libertés».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La rencontre en elle-même, présidée par le président de la Ligue M^e Hocine Benissad, a traité des questions liées aux «libertés syndicales», «à la situation de la presse en Algérie», à la liberté de rassemblement face à la confiscation de l'espace public» et à la «liberté d'association sous contrôle».

Ainsi, lors de son intervention, le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme, a rappelé la situation que vivent aujourd'hui les associations à la lumière de la nouvel-

le loi sur les associations. A ce titre, il cite le cas de la LADDH qu'il préside, en indiquant que «depuis notre dernier congrès, notre situation est des plus confuses».

«Depuis décembre dernier, on ne connaît pas notre situation. Nous nous sommes conformés à la loi mais notre situation reste inexpliquée. Il n'y a aucune suite à nos doléances», explique le président de la LADDH, avant d'ajouter que «la nouvelle loi qui gère le monde associatif n'existe même pas dans un pays comme la Corée du Nord». Pour sa part,



Hocine Benissad dénonce la situation de la presse en Algérie.

le journaliste Metaoui F. s'est interrogé sur la nouvelle loi de l'information de 2012, qui selon lui, est «une loi plus répressive

que la loi de 90 », tout en rappelant au passage que «la nouvelle loi est restée muette, puisque aucun texte d'application n'a vu

le jour». Aïssa Rahmoune et Bensalem Fasla, membres de la LADDH, ont traité pour leur part de la «liberté d'association» et de «la liberté de rassemblement face à la confiscation de l'espace public». Les deux intervenants ont cité des exemples quant aux «pratiques des pouvoirs interdisant toute forme d'expression populaire des organisations et autres associations».

«Il faut créer des rapports de force à même de permettre à la société civile de s'imposer. Il ne revient pas seulement aux politiques de créer ce rapport de force, mais aussi à la société civile qui doit s'organiser et marquer sa présence sur le terrain», a-t-on expliqué.

A. B.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE À BÉJAÏA

Vibrant hommage à Saïd Mekbel

La Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée, hier, à Béjaïa, avec un éclat particulier à travers un vibrant hommage à une grande figure de la presse algérienne, Saïd Mekbel, lâchement assassiné par les hordes terroristes islamistes, il y a presque 20 ans.

Les journalistes et correspondants de la wilaya de Béjaïa, tous organes confondus, se sont donné rendez-vous vers les coups de 10h, dans le même esprit d'unité, à la place nouvellement réalisée au centre-ville à la cité Rabaïa pour honorer la mémoire du célèbre billetiste «Mesmar j'ha». Une place désormais baptisée au nom de la liberté de la presse Saïd Mekbel.

En présence d'une foule nombreuse composée de militants des droits de l'homme, du combat démocratique et de la cause identitaire et de la famille de Saïd Mekbel, les journalistes et correspondants locaux ont tenu à marquer dignement l'événement en procédant à la réinauguration symbolique de la stèle érigée à la mémoire de «l'Ogre», en cette journée mondiale de la liberté de la presse.

Les journalistes présents ont vivement dénoncé «la récupération politicienne» du wali qui a procédé à l'inauguration d'un espace dédié à Saïd Mekbel et à la liberté de la presse deux semaines avant l'élection présidentielle, un 16 avril à l'occasion de «Youm El Ilm».

Un projet initié, faut-il le souligner, par la corporation locale depuis plusieurs années qui se veut aussi un hommage à tous les journalistes algériens qui ont payé de leur vie, leur engagement pour les libertés individuelles et collectives face à

la recrudescence de l'idéologie extrémiste des islamistes durant la décennie noire.

«Il y a deux semaines, à la veille des élections, le wali l'a inaugurée dans la précipitation pour être au rendez-vous du 16 avril. On a voulu associer au youm el ilm, la mémoire d'un journaliste mort pourtant pour sa liberté d'expression. De ce fait, nous estimons que l'inauguration, le 16 avril dernier, trahit la mémoire de Saïd Mekbel», notent les journalistes dans une déclaration lue lors du rassemblement. «Nous rendons hommage à "l'Ogre", à "El Ghoul", à "Mesmar j'ha" pour combattre l'oubli et dire le journaliste talentueux et engagé qu'il était (...) au nom donc de tous les journalistes de Béjaïa, qui se reconnaissent dans le combat juste pour la liberté de la presse et de la noble mission d'informer, nous dénonçons la manœuvre des autorités. Et parce que Saïd Mekbel a été assassiné pour avoir usé de sa liberté, nous, journalistes de Béjaïa, considérons que la place Saïd Mekbel est inaugurée aujourd'hui, 3 mai 2014, Journée internationale de la liberté de la presse comme proclamée par l'assemblée générale des Nations unies», poursuit-on dans le même document. Et de conclure «en réparant cet impair, nous avons désormais la conscience tranquille. «Que cette place serve d'espace de liberté pour toute expression, que des artistes

viennent y exposer leurs créations, que des poètes viennent déclamer leurs vers, que chacun vienne dire sa libre parole. Cet espace est le nôtre. Préservons-le».

Durant les prises de parole, des animateurs du MCB et de la société civile ainsi que des élus et des responsables politiques locaux, se sont tour à tour succédé à la tribune pour rappeler le lourd tribut consenti par la presse algérienne pour maintenir debout la République durant la terrible tragédie nationale.

Lors du rassemblement sur la place baptisée au nom de la Liberté de la presse Saïd Mekbel, une minute de silence a été observée à la mémoire de tous les journalistes assassinés par la barbarie islamiste.

Des gerbes de fleurs ont été aussi déposées au nom des journalistes locaux, du RCD, du MCB et de l'association de la cité CNS devant la stèle érigée à la mémoire de Saïd Mekbel.

Par ailleurs, en se recueillant au cimetière Sidi-Ahmed-Amokrane de Béjaïa, une gerbe de fleurs a été également déposée par les adhérents de l'association de journalistes et correspondants locaux sur la tombe du défunt.

Dans l'après-midi, deux conférences-débats ont été initiées pour marquer cette journée internationale de la presse. C'est ainsi qu'à l'initiative des adhérents de l'association des journalistes et correspondants locaux, le politologue Chafik Mesbah a animé une conférence-débat à 14h au TRB. Le CDDH de Béjaïa, affilié à la LADDH, qui s'associe de son côté à



Saïd Mekbel.

l'hommage rendu à feu Saïd Mekbel, a organisé une rencontre-débat animée dans l'après-midi par le P^r Mostefaoui Belkacem, enseignant à l'Ecole nationale supérieure de journalisme et auteur de plusieurs ouvrages sur la liberté de la presse en Algérie.

A. K.

Recueillement et promesses de réformes

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, a déposé samedi à Alger une gerbe de fleurs devant la stèle érigée à la mémoire des journalistes assassinés durant les années noires par des groupes terroristes.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - Abdelkader Messahel, le wali d'Alger ainsi que des directeurs d'organes de presse, des cadres du ministère et les journalistes qui l'accompagnaient, ont observé une minute de silence à la mémoire de ces martyrs du devoir national.

Le ministre de la Communication a assuré que la

priorité sera accordée durant l'année en cours au parachèvement du cadre juridique régissant le secteur médiatique, «Le pays a beaucoup souffert de l'absence d'un cadre juridique et il est très difficile d'envisager le développement du secteur de la Communication sans un cadre juridique approprié», a-t-il déclaré aux journalistes.

Pour remédier à cette situation, le ministre a rappelé qu'une série de mesures avaient été prises, à commencer par l'adoption de la loi organique sur l'information en 2012, «Les lois sur l'information et l'audiovisuel adoptées par l'Algérie répondent aux standards internationaux en la matière, prévoyant notamment des autorités de régulation à même de mieux encadrer la profession», s'est félicité le ministre.

Il a également rappelé que l'adoption de la loi sur l'audiovisuel et la signature du décret portant carte nationale du journaliste professionnel était en cours, «la

carte de presse a pris du retard car les journalistes ne sont pas organisés», justifie-t-il.

En ce qui concerne la mise en place d'une commission de régulation des médias, notamment, dans la répartition des temps de médiatisation, lors d'échéance électorale entre autres, le ministre explique que la commission de régulation ne peut être mise en place avant la carte de presse. Lors de la dernière présidentielle, les candidats avaient dénoncé le fait que l'ENTV mais également la radio nationale faisaient campagne pour Abdelaziz Bouteflika.

En outre, le ministre a fait savoir que les lois sur la publicité et le sondage étaient «en chantier».

Il ajoute que «pour le moment, la publicité est anarchique ! Il est temps qu'il y ait une loi encadrant le monde de la publicité, adaptée aux règles universelles et qui puisse nous permettre d'avoir cet outil au service de la communication».

Il faut plus de rigueur dans la gestion de la publicité de l'Etat et plus de règles commerciales dans l'attribution de la publicité», promet-il.

S. G.